



## Réseau International pour l'innovation en matière de sécurité

### Qu'est-ce que RISE?

Nous sommes un réseau international qui **promeut de nouveaux modèles de sécurité et d'innovation dans les politiques publiques** à différents niveaux : local, régional, national et international.

Nous comprenons que **les politiques de sécurité publique doivent surmonter l'idée d'un système d'ordre, où prévalent la loi et le populisme punitif, pour passer à une approche transversale qui met l'accent sur la prévention sociale et génère des réponses qui inversent efficacement les causes du crime et de la violence.**

Nous défendons qu'il **est essentiel de placer la personne au centre** des politiques de sécurité publique, en respectant et garantissant ses droits fondamentaux, en luttant contre toutes les violences et **en élargissant sa capacité de prise de décision et d'action efficaces dans la définition de ces politiques.**

**Nous proposons également d'instaurer une nouvelle culture de sécurité** citoyenne en promouvant et en collaborant à la construction d'un débat social large et éclairé.

Les domaines d'intérêt du réseau sont :

- Situations problématiques que les politiques de sécurité publique doivent aborder : problèmes de coexistence, criminalité, urgences, entre autres.
- Le type de réponses que ces politiques offrent : prévention, sécurité des citoyens, gestion de l'espace urbain, renseignement, justice pénale, génération et utilisation de données et statistiques, etc.
- La mise en œuvre : nouvelles approches de la direction et de la direction politique des organes de police et de sécurité, services de médiation et de prévention, transparence et responsabilité, contrôle de la sécurité privée, entre autres.
- Les résultats de l'application de ces politiques : amélioration des droits des personnes, évolution des perceptions de la sécurité, non-discrimination, etc.

## Qui fait partie de RISE et que faisons-nous ?

RISE est un **espace de construction collective** composé de personnes dédiées à la réflexion, au travail actif sur la sécurité de différents territoires et de multiples domaines et professions, tels que, entre autres, la gestion publique, le monde universitaire, les mouvements politiques et sociaux et les organisations non gouvernementales.

Nous cherchons à générer des **propositions de politiques publiques transformatrices concrètes, praticables et factuelles**, à partir de la définition d'un substrat de nouvelles connaissances, en rapprochant la production académique de la gestion et de l'intervention directe, et en intégrant une multiplicité d'acteurs qui ont traditionnellement été exclus des discussions sur la sécurité.

**Notre plus grand potentiel est l'ouverture d'un espace de débat social large et démocratique** afin de travailler en collaboration, **en tirant parti de l'expérience accumulée, en générant des alliances et en ajoutant des capacités qui permettent l'échange de connaissances, de ressources et d'expériences dans différentes régions du monde.**

Entre autres actions, nous proposons de: développer des campagnes et des positions de plaidoyer politique; mettre en relation des professionnels de différentes régions et pays du monde; développer un contenu accessible sur des questions d'actualité ou divers aspects de la gestion de la sécurité; offrir des ressources et matériels pratiques et utiles pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de sécurité publique et générer des espaces spécifiques de débat, d'échange ou de formation.

## Pourquoi est-il nécessaire de repenser les politiques et les modèles de sécurité ?

Nous vivons dans des contextes socio-économiques de plus en plus globalisés et complexes, où les centres de pouvoir et de décision ont été radicalement modifiés, et dans lesquels il est de plus en plus difficile de gérer les effets néfastes du modèle économique actuel.

L'existence de violences et d'inégalités structurelles et le besoin des pouvoirs publics de maintenir et de protéger le système face aux crises constantes du capitalisme, ont donné naissance ou consolidé des politiques de sécurité qui proposent une réponse

univoque au respect de la loi et de l'ordre, et ils se concentrent sur les réponses punitives et la criminalisation des secteurs les plus vulnérables. En évitant, en général, la nécessité de résoudre le conflit social et politique, et en tournant le dos à d'autres types de violence inhérents au système tels que la violence sexiste ou les crimes économiques.

L'insécurité est présente dans nos sociétés de manière persistante et problématique. Cependant, les politiques et modèles de sécurité hégémoniques, ainsi que les propositions des nouveaux totalitarismes croissants, n'offrent pas de solutions efficaces. Au contraire, ils contribuent à aggraver la situation.

Face à l'impossibilité d'articuler des solutions efficaces, des solutions tactiques de prévention sont proposées, souvent accompagnées de restrictions aux libertés de la citoyenneté dans son ensemble. En conséquence, face à la promesse d'une plus grande sécurité, une partie importante des citoyens sont prêt à accepter la limitation de leurs propres droits et de ceux des autres. Le risque évident de cette position est la génération d'exigences pour une sécurité plus punitive qui finissent par justifier les abus de pouvoir et des réponses totalitaires favorisant des tactiques de maintien de l'ordre difficiles à inverser. En revanche, elle finit par limiter l'espace des acteurs et des réponses de prévention sociale dans le cadre des politiques de sécurité publique et exclut les individus de leur construction et évaluation.

Au contexte décrit, il faut ajouter l'arrivée, en 2020, de la pandémie de coronavirus, qui révèle de nouvelles expressions de ces modèles, avançant, par exemple, dans la délégation des fonctions de gestion des urgences aux forces armées - qui devrait être réservé à la protection civile. Et même promouvoir une doctrine militaire qui augmente sa participation à la gestion des conflits internes.

La gestion de la crise a montré que le problème réside dans l'option de l'Etat de nourrir la peur et le paternalisme protecteur, au lieu de promouvoir l'autonomisation de la citoyenneté et de choisir de renforcer la maturité démocratique par une participation active. Si vous voulez la liberté, vous devez assumer un minimum d'incertitude, d'insécurité. Renoncer à toute liberté en échange de la sécurité nous conduit à assumer un protectorat permanent incompatible avec les modèles démocratiques d'une société mature.

En contrepoids à ces tendances, différents mouvements sociaux et politiques, tels que le féminisme, les mouvements pour la revendication de l'égalité et des droits civiques, contre le racisme ou le changement climatique, gagnent en force et en globalité, et s'imposent comme un acteur essentiel pour penser à une alternative solide aux modèles actuels de gestion de la sécurité et de la police.

Il existe également des expériences de mise en œuvre de nouvelles politiques de sécurité, au niveau local ou étatique, avec différents degrés de consolidation, mais dont la plupart couvrent des domaines spécifiques au sein du modèle mondial et qui, par conséquent, nécessitent une référence, une analyse, une diffusion et une promotion.

## Quels sont les axes d'innovation prioritaires pour RISE?

Au fur et à mesure que nous avançons, nous considérons qu'il est essentiel d'innover dans les politiques de sécurité, en générant de nouvelles conceptualisations et des propositions spécifiques, avec des **solutions concrètes, réalisables et fondées sur des preuves**, sur la manière de lutter contre la violence et la criminalité.

Nous devons revoir l'application des modèles de contrôle de la population, **renoncer au populisme punitif** et passer du préventionnisme tactique à la neutralisation des causes, en travaillant pour intégrer les différents niveaux de génération de politiques : local, régional, national et international.

Il est essentiel de construire des **politiques de sécurité centrées sur les personnes**, intégrant le point de vue des victimes partant d'un point actif et repensant les besoins de réparation et de réponse du système, ainsi que la création des **conditions d'accès à une justice plurielle et équitable**.

Il est nécessaire d'**éliminer les pratiques de sécurité qui portent atteinte aux droits** des groupes marginalisés ou discriminés.

Nous pensons qu'il est également essentiel de générer des **politiques inclusives**, incorporant le principe de non-discrimination et la perspective de genre de manière transversale et donnant naissance aux collectifs et groupes sociaux traditionnellement exclus de cette construction, ainsi que de réviser les limites d'accès aux droits de citoyenneté qui deviennent un facteur d'insécurité pour une partie importante de la population. Le système de sécurité doit toujours **garantir le respect sans restriction des droits de l'homme** à tous les niveaux de l'État, en comptant sur des mécanismes accessibles et efficaces pour leur protection.

Il est nécessaire d'améliorer la **transparence - politique, statistique et informationnelle** - pour générer la confiance, la responsabilité et la participation et pour renforcer les systèmes de responsabilisation, qui doivent générer des informations accessibles et compréhensibles pour tous les citoyens.

Les **forces de sécurité** ont un rôle important à jouer, mais leur profession nécessite également d'urgence des **changements et une redéfinition**. Il est urgent de disposer d'un **système complet de justice pénale totalement renouvelé** qui articule ses différents éléments (réglementation, administration de la justice, police et gestion pénitentiaire) en tenant compte du point de vue des victimes et des personnes sous enquête. Il est nécessaire de **repenser quels sont les objectifs et le fonctionnement de la politique pénale**, des typologies de criminalité et des poursuites pénales.

En revanche, la nécessaire **séparation entre les fonctions de sécurité intérieure et de défense** conduit à rejeter catégoriquement que les forces armées aient une ingérence ou un lien avec la sécurité des citoyens, l'ordre public ou la gestion des conflits internes.

La sécurité est multiforme et correspond à de nombreux acteurs institutionnels et sociaux. Pour cette raison, il faut créer des politiques qui envisagent les relations nécessaires avec d'autres titres et exigent que les conditions matérielles d'existence soient garanties pour l'exercice d'une vie digne, ainsi qu'une **vision transversale** de la gestion de la sécurité à toutes les étapes de la politique publique - diagnostic, conception, mise en œuvre et évaluation - **et relation avec d'autres politiques**.

Enfin, dans un environnement mondial où les secteurs conservateurs et leurs médias de masse soulèvent un débat sur la sécurité en termes dichotomiques et simplistes, il est également nécessaire de **démocratiser l'accès à l'information et d'exiger et de promouvoir un débat social éclairé sur la politique de sécurité**.

Dans cette optique et dans le but de contribuer à partir de la construction collective pour répondre à ces questions dans un changement de paradigme dans la génération de propositions de politiques de sécurité publique, RISE, le Réseau International pour l'Innovation en Sécurité, est né.

## Quels sont les objectifs de RISE?

<b><i>Objectif stratégique</i></b>	<b><i>Objectifs opérationnels</i></b>
<i>1. Créer une communauté de connaissances et de pratiques avec la capacité de réviser de manière critique les politiques de prévention et de sécurité et de proposer des actions innovantes et applicables.</i>	a. Intégrer des professionnels, des politiciens et des militants d'un grand nombre de pays engagés aux valeurs / idées de RISE dans le réseau.
<i>2. Générer de nouveaux modèles de sécurité.</i>	b. Organiser des espaces de contact et d'échange communautaire.
<i>3. Influencer la définition et la mise en œuvre des politiques de sécurité publique.</i>	a. Établir du contenu programmatique et sur le modèle.  b. Produire du contenu actuel et informatif.
<i>4. Instaurer une culture citoyenne de la sécurité.</i>	a. Diffuser le modèle de sécurité promu par RISE auprès des agents publics.  b. Générer et promouvoir des solutions de sécurité efficaces.  c. Définir des normes et des validations de politique en ligne avec le modèle promu par RISE.
	a. Encourager un débat constructif et de qualité sur les politiques de sécurité publique.  b. Collaborer à la construction de la connaissance publique sur la sécurité et ses politiques.  c. Intégrer des acteurs organisés qui travaillent / analysent la question de la sécurité avec l'approche RISE.
	d. Promouvoir une prise de conscience citoyenne de la reconnaissance et de la défense des droits des leurs et des autres.